

**La Suisse  
dans le monde  
en 2028**





## AVIS28 en bref

– Une vision de politique étrangère pour la Suisse

Quels choix ?

Quelles opportunités ?

Quels rôles ?

... dans 10 ans

## Introduction

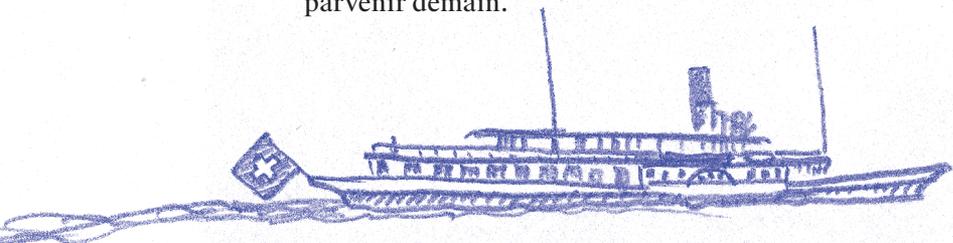
Cette brochure résume le rapport « La Suisse dans le monde en 2028 » rendu public le 2 juillet 2019. Celui-ci est téléchargeable en trois langues (allemand, français, italien), sur le site du DFAE ([www.dfae.admin.ch/avis28-fr](http://www.dfae.admin.ch/avis28-fr)).

Ce rapport est le fruit des réflexions menées par un groupe de travail créé par le conseiller fédéral Ignazio Cassis. L'objectif principal était de définir les perspectives à moyen terme concernant les opportunités, les enjeux et les intérêts de la politique étrangère suisse. Au cours de plusieurs rencontres agendées entre octobre 2018 et mai 2019, ce groupe de travail a esquissé une « Vision de la politique étrangère de la Suisse à l'horizon 2028 » (AVIS28, de l'allemand *Aussenpolitische Vision Schweiz 2028*).

AVIS28 se veut une source d'inspiration pour l'orientation stratégique de la future politique étrangère de la Suisse.

AVIS28 veut aussi ouvrir une large discussion autour de la politique étrangère et de l'avenir de la Suisse. En décrivant en six points une situation à atteindre en 2028, il s'agit, dès aujourd'hui, de débattre des priorités et d'identifier les moyens d'y parvenir demain.

→ 2028



## Ainsi, en 2028, ...

### ... Les intérêts et les priorités de la Suisse seront clairement définis

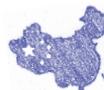
La Suisse n'est pas une grande puissance. Mais elle joue dans la cour des grands, sur le plan économique en particulier. Pragmatisme, innovation, ouverture: sa boussole s'oriente vers les solutions sans jamais dévier de ses valeurs. Avec toujours le même but: sa sécurité, sa prospérité et son indépendance.

Pour maintenir la direction, il est impératif d'intensifier la réflexion sur nos intérêts et d'établir d'ici 2028 une politique qui en traduise une compréhension commune. La clé du succès? Une combinaison intelligente entre autonomie politique et capacité d'agir en réseau. La politique étrangère doit être pensée au sens large. En travaillant à l'amélioration des conditions sécuritaires ou économiques globales, il sera par exemple plus facile pour les entreprises suisses d'accéder à de nouveaux marchés. Cela aura des retombées positives et permettra notamment de consolider notre système de sécurité sociale.

Des priorités thématiques et régionales seront fixées. Le Conseil fédéral élaborera des stratégies pour les pays prioritaires et les régions clés et les mettra en œuvre de manière cohérente. Une collaboration plus poussée sera aussi recherchée avec les pays qui partagent les vues de la Suisse (*like-minded countries*).

Comment la Suisse doit-elle se positionner dans le monde de demain ?

Qui l'emportera:  
Le "rêve chinois"  
ou "America First" ?



## ... La politique intérieure et la politique extérieure seront étroitement liées

En Suisse, les citoyens font, plus qu'ailleurs, confiance aux institutions. Or, davantage qu'autrefois, notre législation est aujourd'hui influencée par des normes et des décisions édictées par des instances internationales. Ancrer mieux la politique extérieure dans la politique intérieure est donc une nécessité.



Comment garder le contact entre les représentants politiques et les citoyens ?

À côté du **dialogue**, auquel nous sommes accoutumés en Suisse, il faut développer une approche impliquant tous les acteurs nationaux (*Whole-of-Switzerland*). Le Conseil fédéral, le Parlement, les cantons, la science et les *think tanks*, la Genève internationale, l'économie, les ONG et la population seront parties prenantes de cette approche. En s'y référant, la politique étrangère bénéficiera d'une large assise à l'intérieur du pays.

La façon dont la Suisse est perçue à l'étranger a des répercussions sur sa marge de manœuvre. Tous les canaux à disposition seront utilisés pour renforcer l'image de notre pays et livrer des informations factuelles. Cela permettra aussi aux citoyens de mieux exercer leurs droits à l'ère numérique.

### ... Les services aux citoyens et à l'économie auront plus de poids dans la politique étrangère

Les Suisses voyagent de plus en plus. Plus de 760'000 d'entre eux vivent dans des pays tiers. La Suisse réalise plus de la moitié de son produit intérieur brut à l'étranger. En plus des multinationales, deux tiers des petites et moyennes entreprises sont aussi actives à l'international. L'industrie suisse d'exportation contribue pour beaucoup à la prospérité du pays.

*Un franc sur deux gagné grâce à nos exportations*



A l'avenir, davantage encore de prestations en faveur des Suisses à l'étranger seront délivrées via des plateformes digitales. Mais le voyageur, l'expatrié et l'entrepreneur trouveront aussi auprès des ambassades et des consulats des interlocuteurs pour les soutenir dans leurs démarches. Les représentations de la Suisse seront conçues comme des plateformes d'innovation à la disposition des différents acteurs de la politique, de l'économie, des médias ou encore des milieux scientifiques, culturels ou de la coopération internationale. Elles serviront de pont vers le pays hôte.

*Que fait le DFAE pour moi lorsque j'ai besoin de soutien ?*



D'ici 2028, la Suisse devra par ailleurs accorder plus de poids à la promotion de son industrie, de sa recherche et de ses centres d'innovation. Sa politique étrangère combinera plus étroitement les enjeux économiques, diplomatiques, environnementaux ou liés à la coopération internationale. La sécurité

juridique et la protection des investissements seront des priorités. En contrepartie, le secteur privé sera devenu un partenaire actif des autorités, notamment dans le cadre de l'Agenda 2030, pour résoudre les défis en matière d'environnement ou de droits de l'homme. Le DFAE jouera un rôle central pour assurer la cohérence.

### ... **Le soft power suisse sera à l'œuvre pour un monde plus pacifique et stable**

La Suisse dispose de fondamentaux solides. Aide humanitaire, développement durable, bons offices, engagement pour la démocratie et les droits de l'homme. Notre expertise dans ces domaines est reconnue. Grâce à sa neutralité, la Suisse construit des ponts, et ce rôle est apprécié au niveau international. *In fine*, la Suisse profite aussi d'un monde plus sûr et plus stable.

Comment répondre au défi migratoire ?

A l'horizon 2028, la coopération au développement sera plus ciblée et bénéficiera ainsi d'un large soutien sur le plan intérieur. Ses axes stratégiques ? La concentration de la coopération au développement bilatérale sur des régions prioritaires, l'intensification de la contribution au développement économique, la traduction concrète du lien avec la politique migratoire et la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Par ce biais, notre savoir-faire en matière de gouvernance, de formation, d'innovation ou de préservation de l'environnement s'en trouvera dynamisé.



Dans le domaine des bons offices, la Suisse peut aussi profiler son offre. L'étendre par exemple aux conflits économiques ou technologiques. Elle restera le pays où des négociations peuvent avoir lieu dans la discrétion mais davantage d'initiatives originales devront y voir le jour. Son ADN démocratique en fait une interlocutrice privilégiée pour accompagner des dialogues de paix. Grâce à sa crédibilité et à son fort engagement multilatéral, elle jouera aussi un rôle de premier plan pour accompagner les réformes vers un multilatéralisme axé sur les résultats.

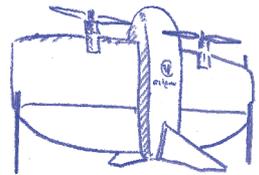
Quelles réformes apporter au système multilatéral pour le rendre plus efficace ?

### **... La technologie sera un domaine thématique établi de la politique étrangère**

La Suisse est à la pointe sur le plan technologique grâce aux hautes écoles et aux nombreuses entreprises actives dans ce secteur. Les multiples questions qui se posent à ce sujet sont aussi traitées par les organisations internationales, les ONG et des forums économiques comme le WEF.

#SwissTech

Les nouvelles technologies changent le monde. La politique étrangère doit intégrer cette dimension. Laboratoire unique pour aborder les défis du futur (gouvernance, sécurité, *Soft Law*, etc.), Genève sera devenu un lieu de référence où les enjeux de la transformation digitale et des biotechnologies seront



L'intelligence artificielle fera-t-elle de nous des chômeurs ?



GESPA?

(Geneva  
Science and  
Diplomacy  
Anticipator)

discutés et régulés. Les problèmes que posent la militarisation de l'espace, les robots tueurs, la protection de la sphère privée à l'ère numérique ou la quatrième révolution industrielle seront à l'agenda diplomatique.

Les risques des nouvelles technologies ne doivent pas être sous-estimés, mais il faut saisir les opportunités qu'elles représentent. Les analyses des *big data* par exemple serviront à détecter les conflits ou les catastrophes humanitaires. La transformation digitale constitue une chance de faciliter la réalisation des objectifs de développement durable fixés par l'Agenda 2030. Enfin, la Suisse peut devenir un coffre-fort numérique pour l'hébergement sécurisé des données. Il s'agirait là d'un nouveau type de bons offices.

**... La Suisse participera à la réalisation de l'Europe comme partenaire à part entière sans être membre de l'UE**

La Suisse est, géographiquement et culturellement, un pays européen. Economiquement, l'accès au marché intérieur de l'Union européenne (UE) est central. Sa relation avec l'UE se fonde sur des accords bilatéraux sectoriels. Le développement de la voie bilatérale fait l'objet de débats touchant à des questions cruciales comme la souveraineté, la paix, les intérêts

économiques, l'ouverture des marchés, la protection des travailleurs, mais aussi le rôle et la position de la Suisse en Europe.

*Va-t-on vers plus d'UE ou vers moins d'UE?*

En 2028, la Suisse participera à la réalisation de l'Europe. Avec l'UE, la voie bilatérale sera consolidée et la Suisse, non-membre, aura noué avec elle un partenariat qui respectera **l'équilibre optimal entre l'accès au marché intérieur et la préservation de la plus grande autonomie politique possible**. Comment? Les questions institutionnelles auront été réglées et une participation active du Parlement et des cantons suisses à l'élaboration du droit européen aura été mise en place. Cela assurera une relation symétrique, stable et par conséquent plus planifiable.



La coopération avec l'UE, qui touche aujourd'hui déjà de nombreux domaines (sécurité, maintien de la paix, asile, réduction des disparités économiques et sociales, recherche, soutien à la culture), pourra s'opérer de manière constructive. Le cadre européen aura gagné en importance pour la défense globale des intérêts de la Suisse. Aux côtés et vis-à-vis de l'UE, la Suisse agira avec confiance en elle-même.

*La polarisation politique entraînera-t-elle la disparition du consensus?*



## **Conclusion**

La politique étrangère est le lieu où se conjuguent les priorités qu'un État fixe pour régler ses relations avec les autres États. De cette évidence découlent plusieurs nécessités, dont la première est de disposer, d'ici 2028, d'une politique étrangère plus ciblée, mieux interconnectée et plus réactive.

La Suisse, dans un monde caractérisé par plus d'instabilité, doit définir ses intérêts de manière plus nette. Elle doit, en capitalisant à la fois sur ses valeurs et ses atouts, arrêter des positions plus claires qui traduiront un consensus interne solide.

En 2028, des accents géographiques et thématiques cohérents auront été posés. Les défis environnementaux ou les évolutions technologiques figureront en haut de l'agenda diplomatique. Au moyen d'une politique étrangère plus efficace, la Suisse contribuera en définitive à la stabilité internationale, et par conséquent à sa propre sécurité.

## Rapport du groupe de travail AVIS28

Vous trouverez le rapport complet « La Suisse dans le monde en 2028 » sur le site du DFAE, ou en scannant le QR code ci-dessous :



[www.dfae.admin.ch/avis28-fr](http://www.dfae.admin.ch/avis28-fr)

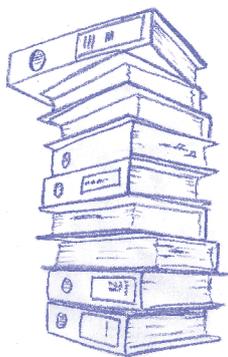
*Le groupe de travail AVIS28 était composé de cadres dirigeants du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), du président de la Conférence des gouvernements cantonaux et d'experts des milieux scientifiques, de l'économie et de la société civile. Les experts ont été nommés à titre personnel par le conseiller fédéral Ignazio Cassis; ils ont complété le point de vue interne du DFAE par une perspective extérieure sur le monde et la politique étrangère de la Suisse.*

*Les membres du groupe de travail AVIS28 :*

- Philipp Aerni, directeur du Center for Corporate Responsibility and Sustainability, Université de Zurich*
- Pascale Baeriswyl, secrétaire d'État, directrice de la Direction politique, DFAE*
- Roberto Balzaretto, secrétaire d'État, directeur de la Direction des affaires européennes, DFAE*
- Alenka Bonnard, directrice et cofondatrice, staatslabor*
- Manuel Sager, ambassadeur, directeur de la DDC, DFAE*
- Markus Seiler, secrétaire général du DFAE (direction du groupe de travail)*
- Peter R. Voser, président du conseil d'administration, ABB*
- Thomas Wellauer, directeur opérationnel du groupe, Swiss Re*
- Benedikt Würth, conseiller d'État, président de la Conférence des gouvernements cantonaux*

*Secrétaire : Daniel Möckli, conseiller spécialisé,  
Secrétariat général du DFAE*

*Le rapport « La Suisse dans le monde en 2028 » ne reflète que l'avis du groupe de travail; il ne s'agit pas d'un rapport du DFAE ou du Conseil fédéral.*





« Si la vie ne présente aucune vision à laquelle on aspire, [...] alors il n'y a aucune raison de se donner de la peine. »

— Erich Fromm